



**PREFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service des Procédures Environnementales**

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Unité Départementale de la Gironde**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
modifiant l'arrêté préfectoral du 20 août 1993 délivré à GRANDS MOULINS DE PARIS,
dont le siège social est situé à IVRY-SUR-SEINE
à exploiter les activités de Meunerie à BORDEAUX**

Installations classées pour la protection de l'environnement

Le préfet de Gironde

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 28 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2160 " Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 août 1993, modifié, notamment par les arrêtés préfectoraux des 20 février 2003, 22 juillet 2004 et 10 janvier 2012, délivré à GRANDS MOULINS DE PARIS pour l'exploitation d'installations de Meunerie sur le territoire de la commune de BORDEAUX à l'adresse 38 Quai de Brazza ;

VU la modification notable portée à la connaissance du préfet par GRANDS MOULINS DE PARIS le 12 mai 2025, modifié le 9 décembre 2025, puis le 5 mars 2026 concernant l'exploitation de Meunerie et le dossier joint ;

VU le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 10 avril 2026 ;

VU le courrier transmis à l'exploitant le 10 avril 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 23 avril 2026 ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT néanmoins que les modifications projetées, relatives à l'ajout de boisseaux de chargement, conduisent à une augmentation limitée des quantités de substances relevant de la rubrique concernée (2160) ainsi qu'à une modification du tableau de classement des installations ;

CONSIDÉRANT que ces évolutions sont sans incidence notable sur les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, mais impliquent néanmoins d'adapter et de compléter les prescriptions applicables au site afin d'assurer le respect des exigences réglementaires en vigueur ;

CONSIDÉRANT qu'en réponse à la procédure contradictoire, l'exploitant a proposé de modifier la capacité unitaire des 3 boisseaux de plus gros volume, de 145 m³ à 148,5 m³, et que cette modification de capacité n'entraîne aucune modification significative du classement de l'installation ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, en conséquence, de fixer des prescriptions complémentaires et de mettre à jour le tableau de classement des installations ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Gironde,

ARRÊTE

ARTICLE 1 — BÉNÉFICIAIRE ET GÉNÉRALITÉS

GRANDS MOULINS DE PARIS, dont le n° SIRET est 351 466 495 00030 et dont le siège social est situé à IVRY-SUR-SEINE, autorisés à exploiter une installation de Meunerie sur le territoire de la commune de BORDEAUX à l'adresse suivante 38 Quai de Brazza, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du Préfet, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 — NOUVELLES PRESCRIPTIONS

Article 2.1 Caractéristiques des boisseaux

Les boisseaux de chargement et de préparation au chargement sont mis en œuvre conformément aux caractéristiques décrites dans le porter à connaissance modifié susvisé, notamment en ce qui concerne leurs capacités unitaires, respectivement de 65 m³ et 148,5 m³.

Toute modification de ces caractéristiques, et en particulier de leur capacité unitaire, est portée à la connaissance de l'autorité administrative dans les conditions prévues par la réglementation relative aux installations classées.

En tout état de cause, les boisseaux de chargement ou de reprise présentent une capacité unitaire strictement inférieure à 150 m³.

Article 2.2 Justification du découplage

Préalablement à la mise en service des boisseaux, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments permettant de justifier de l'efficacité de leur découplage :

- entre les boisseaux ;
- et vis-à-vis des autres volumes de stockage ou équipements présents sur le site.

Cette justification repose sur des notes de calcul, des simulations ou tout autre élément technique probant.

Article 2.3 Dispositions techniques applicables

Les boisseaux de chargement et de préparation au chargement sont conçus, implantés, exploités et maintenus conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées, soumises à déclaration avec contrôle périodique.

ARTICLE 3 — ARTICLE MODIFIÉ

Le tableau de classement visé à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 20 août 1993, modifié, est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique	Volume d'activité	Régime (*)
3642-2a	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production : a) Supérieure à 300 t de produits finis par jour	600 t/j	A
2160-2b	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2. Autres installations : b) si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m ³ , mais inférieur ou égal à 15 000 m ³	Silos verticaux : 14 324 m ³	DC
1510-2c	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : c) Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	Magasin de farine : 11 400 m ³ (1200 t)	DC

(*) A (Autorisation) ou DC (Déclaration avec contrôle périodique)

ARTICLE 4 — PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet des services de l'État dans le département de la Gironde pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 — DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de BORDEAUX :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie, dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site Internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 6 — EXÉCUTION

Le présent arrêté est notifié à GRANDS MOULINS DE PARIS.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de la commune de BORDEAUX,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation

~~le Secrétaire Général~~

Fait à Bordeaux, le

Le Préfet

François DRAPE

30 AVR. 2026